



Groupe Socialiste
de la Ville de Rennes

Téléphone: 02.23.62.13.03
Mel : groupe-socialiste@ville-rennes.fr

Intervention Diyarbakir 21 janvier 2019

Cher-e-s collègues,

Depuis plusieurs semaines, les forces armées turques bombardent des villes du Nord de la Syrie, faisant des centaines de victimes parmi les civils. Ces assauts, dirigés contre une zone gérée par les Kurdes, ont poussé la France à solliciter une réunion d'urgence du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Pour dénoncer cette situation et pour soutenir les responsables politiques kurdes emprisonnés en Turquie, à l'instar de Leyla Güven, députée kurde incarcérée, qui a engagé une grève de la faim le 8 novembre, une vingtaine de personnes, femmes et hommes, membres du Conseil démocratique kurde de Rennes, ont entamé une grève de la faim le 13 décembre dernier durant une semaine.

Ces opérations militaires alarmantes interviennent alors même que Madame Gültan Kışanak, la co-maire de Diyarbakir, incarcérée depuis 2016 dans des conditions difficiles et toujours en attente d'un procès, vient elle aussi d'entamer une grève de la faim comme de nombreux autres élus emprisonnés.

Les co-maires de la municipalité métropolitaine, Madame Gültan Kışanak et Monsieur Firat Anli, ont été arrêtés le 25 octobre 2016. Toujours détenue, Mme Kışanak encourt 230 ans de prison pour « direction d'une organisation terroriste », et pour 41 actes supposés de propagande en faveur du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). M. Anli a été relâché en juillet 2017. Il risquerait la prison à vie pour avoir, selon le Parquet, soutenu matériellement la création d'un cimetière de combattants du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK).

La Ville de Rennes, qui entretient depuis plusieurs décennies des relations de coopération avec la ville de Diyarbakir, a déjà alerté l'opinion et les autorités sur cette situation. À plusieurs reprises, nous avons saisi le Gouvernement Français et les réseaux d'élus français et européens sur cette question pour appeler au respect des principes démocratiques qui protègent les représentants élus de pouvoirs locaux ainsi que pour obtenir le respect du droit à un procès équitable.

Aujourd'hui, nous sommes inquiets pour la santé de Gültan Kışanak et des nombreux autres grévistes de la faim. Nous réaffirmons notre préoccupation sur la situation de la population



kurde et nous appelons au respect des droits humains, ainsi qu'à une solution pacifique au conflit.